

«La violence conjugale est aussi une affaire de jeunes»

L'Instruction publique a lancé deux projets pour lutter contre les violences en couple et les stéréotypes de genre

Aurélien Toninato
@a_toninato

En Suisse, toutes les deux semaines, une femme meurt sous les coups de son conjoint. Une sur cinq sera maltraitée par son partenaire durant sa vie de couple. Cette triste réalité touche les adultes. Mais les études commencent à montrer que les jeunes ne sont pas épargnés par cette violence conjugale. Pour la combattre et pour promouvoir l'égalité entre hommes et femmes, le Département de l'Instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP) a présenté hier plusieurs projets de sensibilisation menés dans les écoles. «Notre action s'inscrit dans la durée et sur deux axes, résume Anne Emery-Torracinta, cheffe du DIP. Le premier, préventif, vise à lutter contre les discriminations et les violences de genre. Le deuxième veut éduquer sans stéréotypes et encourager les élèves à suivre des filières non genrées.»

«Un phénomène occulté»

Un nouveau programme de prévention a été lancé avec la Fédération des associations des parents du secondaire II, et initié par l'association AVVEC (Aide aux victimes de violence en couple). Sa directrice, Béatrice Cortellini, explique que la violence chez les couples de jeunes a toujours existé. «Mais jusqu'à il y a quelques années, on se concentrait davantage sur la violence entre pairs et on a occulté la violence dans les couples.» Ce qui est nouveau en revanche, ajoute-t-elle, «c'est l'influence des outils technologiques. Ils permettent encore plus de contrôle, d'interactions, et exacerbent certains phénomènes.»

La situation a été mise en lumière l'an passé par le Canton de Neuchâtel, qui a sondé 1687 jeunes de 15 et 16 ans. Sur les 40% déclara-



Des élèves du Centre de formation professionnelle arts ont conçu l'exposition itinérante. L.FORTUNATI

rés en couple, 60% ont indiqué être victimes de violences, dont 54% de violences psychologiques et 20% de violences physiques. Des pourcentages non négligeables, tout comme leurs conséquences. «Les premières expériences

amoureuses sont déterminantes pour la construction de l'individu et de ses rapports futurs, soutient Béatrice Cortellini. Les jeunes ont tendance à banaliser les actes de violence. Ils ne demandent pas forcément d'aide, par

honte, mais aussi par manque de connaissances.»

Alors pour les aider à identifier les premiers signes et oser en parler, l'association a mis sur pied «La violence en couple: aussi une affaire de jeunes» un programme iti-

nérant qui circulera dans les établissements genevois du secondaire II. Dans sa valise: ateliers, stands, affiches et clips produits par une dizaine d'élèves du Centre de formation professionnelle arts. Olivier, étudiant de 20 ans, a créé un clip rappelant un jeu vidéo de combat. «Le message, c'est: rejouez la «partie» et tombez dans un cercle vicieux, ou demandez de l'aide...» Deux autres étudiantes, Leïna et Nola, ont imaginé des posters de sensibilisation. «Quand on commence à en parler, on se rend compte que des proches vivent de la violence verbale, psychologique, voire physique, sans s'en rendre compte, c'est banalisé. Si ce genre de situation nous arrivait, on n'en parlerait pas à quelqu'un de l'école, c'est trop personnel. Plutôt à nos amis, et grâce à cette campagne, à des associations.»

Le programme vise aussi à sensibiliser les conseillers sociaux et infirmières scolaires, «car ce sont des maillons essentiels», souligne Béatrice Cortellini. Pourtant, ces «maillons» ne forment pas un filet très serré. Au secondaire, on ne compte en effet qu'un poste pour 1800 élèves, un pour 1600 au primaire. Anne Emery-Torracinta reconnaît que «ce n'est largement pas assez» et que la raison de ce manque est financière. Avant de préciser que des moyens supplémentaires sont prévus au budget 2019 et «permettront de créer environ 10 postes supplémentaires».

«Harcelés, violentés et parfois démunis»

● L'une des deux conseillers sociaux du Collège de Staël raconte qu'entre dix et vingt élèves frappent à sa porte chaque semaine durant son mi-temps. Elle témoigne avoir reçu plusieurs élèves en lien avec la violence en couple depuis la rentrée. Des jeunes démunis face au comportement de leur partenaire, mais aussi un cas de relation sexuelle non consentie. Pour la professionnelle, qui pratique depuis vingt ans, cette violence n'est pas nouvelle. «Mais de plus en plus d'élèves osent en parler. Je suis frappée de voir qu'un nombre croissant d'entre eux sont des garçons qui ne savent plus comment gérer leur relation amoureuse. À l'image de

ce jeune perdu dans une liaison ambivalente avec son ex-copine; elle a fini par l'accuser de relations sexuelles non consenties.» Ces dernières années, la conseillère a accueilli des cas de harcèlements, de contrôles à outrance, de rapports imposés, ou non-protégés alors qu'il était demandé qu'ils le soient. «Et des relations minées par des jeux relationnels violents, comme si la violence, psychologique surtout, faisait partie de la dynamique de couple.» Comment analyser ces abus? «Il ne faut pas généraliser, bon nombre de jeunes ont des relations saines. Mais chez d'autres, il manque peut-être des repères positifs pour une relation amoureuse. Certains

n'ont pas conscience que le respect et la bienveillance sont des composantes de l'amour. Les représentations de la relation entre deux personnes véhiculées sur internet n'y sont sûrement pas étrangères. On peut aussi penser que les parents sont un repère de fonctionnement de couple et que lorsque cela dysfonctionne, certains jeunes reproduisent ces modes relationnels.» Elle relève encore une banalisation de la violence, «certains n'ont pas conscience des limites, dans les actes comme dans ce qu'on peut accepter». Face à ces situations, un conseiller social évalue le besoin du jeune et sert de relais. Et selon les cas, il redirige vers des associations spécialisées. **A.T.**

Déconstruire les clichés

Un autre projet a également été dévoilé hier: un guide de sensibilisation aux questions de genre destiné aux enseignants, produit par Le 2^e Observatoire. Cet institut privé promeut l'égalité femmes-hommes avec des outils de prévention. «Notre but est de permettre aux maîtres d'intégrer cette question dans leur pratique et de leur faire comprendre que parfois, inconsciemment, ils reproduisent des stéréotypes», indique Véronique Ducret, cofondatrice.

Il a également mené des observations en milieu scolaire et analysé la présence des personnages féminins et masculins dans les manuels scolaires du primaire. Résultat: les références mâles sont ultra-majoritaires en maths, en français, en histoire... mais pas en allemand.